

## Chronologie 1982

### Environnement extérieur de la France

#### Politique

##### Evénements internationaux

- I. 12 — Reprise des négociations Etats-Unis - URSS sur les euro-missiles à Genève. Le 26, entretien entre Alexander Haig, secrétaire d'Etat américain, et Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères.
- 20 — Projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies menaçant Israël de sanctions pour son annexion du Golan ; veto américain, abstention de la France.
- II. 1 — Entrée en vigueur de la Confédération de Sénégal.
- 5 — Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, à la suite de l'annexion du Golan par Israël : vote d'une résolution en faveur de sanctions contre Israël. Les pays de la CEE votent contre.
- 9 — Reprise de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) à Madrid.
- 22 — La République arabe saraouie démocratique devient le 51<sup>e</sup> membre de l'OUA. Son admission provoque, les jours suivants, le retrait de 18 pays du Conseil des ministres réuni à Addis Abéda.
- III. 3- 4 — Echec d'une tentative de coup d'Etat à Bangui (République Centrafricaine). Ange Patasse se réfugie à l'ambassade de France.
- 16 — Léonid Brejnev propose un moratoire pour l'installation des SS 20 en Russie occidentale. Les Etats-Unis repoussent cette proposition.
- 21 — Départ d'un premier détachement français pour participer à la force multinationale du Sinaï.
- IV. 2 — Débarquement de soldats argentins dans l'archipel des Falkland (Malouines).

- 8 — La Syrie ferme sa frontière avec l'Irak puis, le 10, l'oléoduc qui traverse son territoire pour acheminer le pétrole irakien vers la Méditerranée.
- 17 — Rapatriement de la Constitution canadienne.
- 21 — L'aviation israélienne bombarde les positions palestiniennes dans les environs de Beyrouth, pour la première fois depuis le cessez-le-feu de juillet 1981.
  - Le 25 Israël restitue à l'Égypte la dernière partie du Sinaï. Installation d'une force multinationale le long de la nouvelle frontière.
- V. 30 — L'Espagne devient le 16<sup>e</sup> membre de l'alliance atlantique.
- 31 — Washington et Moscou annoncent simultanément qu'ils ouvriront, le 29 juin, à Genève, des « conversations officielles sur la limitation des armements stratégiques ».
- VI. 2- 4 — Ronald Reagan entame à Paris une tournée en Europe occidentale : il est le 7 à Rome ; les 7 et 9 à Londres ; les 9 et 10 à Bonn ; le 11 à Berlin.
  - 5 — Manifestations contre la course aux armements à Paris et à Rome : le 6 à Londres ; le 10 à Bonn ; le 12 à New York, réunissant 750 000 personnes ; le 20 à Paris, « marche de la paix » organisée par le PCF et la CGT.
  - 6 — Début de l'opération « Paix en Galilée » : l'armée israélienne pénètre au sud-Liban et progresse jusqu'aux portes de Beyrouth.
  - 7 — Les forces armées du Nord (FAN) de Hissène Habré s'emparent de N'Djamena (Tchad).  
Le 21, Hissène Habré, officiellement investi président de la République, forme un gouvernement de large union.
  - 14 — Capitulation des forces argentines des Malouines.  
Le 17, le général Galtieri, chef de l'État argentin, démissionne.  
Le 22, le général Bignone lui succède.
    - Mort du roi Khaled, d'Arabie Saoudite. Son frère, le prince Fahd, lui succède.
  - 20 — Le président irakien Saddam Hussein met unilatéralement fin à la guerre contre l'Iran « pour résister à l'envahisseur israélien ». Les troupes israéliennes se retirent, harcelées par l'armée iranienne, Téhéran estimant ne pas avoir obtenu satisfaction sur les conditions posées pour le retour de la paix.
  - 29 — Ouverture à Genève des négociations soviéto-américaines sur la réduction des armements stratégiques (START).
- VII. 4 — Miguel de la Madrid, candidat du parti révolutionnaire institutionnel au pouvoir depuis un demi-siècle, est élu président

- de la République mexicaine avec 71,6 % des voix. Il succèdera à Lopez Portillo le 1<sup>er</sup> décembre.
- 13 — Les troupes iraniennes pénètrent en territoire iranien, au lendemain du vote à l'unanimité par le Conseil de Sécurité de l'ONU d'une résolution demandant aux deux belligérants d'observer un cessez-le-feu. Combats meurtriers autour du port de Bassorah.
- 15 — Giani Zail Singh, fidèle d'Indira Gandhi, est élu président de la République indienne.
- VIII. 19 — Israël accepte le « plan Habib » de règlement du conflit libanais.  
Du 21 au 30, évacuation de Beyrouth par les combattants palestiniens ; arrivée des contingents français, américain et italien.  
Le 23, élection à la présidence de la République libanaise de Bechir Gemayel, chef des phalangistes.
- IX. 1 — Ronald Reagan présente de nouvelles propositions pour la paix au Proche-Orient, aussitôt rejetées par le gouvernement israélien.  
Du 6 au 9, seconde phase du 12<sup>e</sup> sommet arabe de Fès : adoption d'un « plan de paix arabe » dont un point est considéré comme une « reconnaissance implicite » d'Israël.  
Le 14, Bechir Gemayel, président de la République libanaise, est tué dans l'explosion du siège du parti phalangiste à Beyrouth.  
Le 15, l'armée israélienne pénètre dans Beyrouth-Ouest. L'occupation est dénoncée à l'unanimité le 17 par le Conseil de Sécurité de l'ONU.  
Le 18, annonce des massacres dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth-Ouest. Condamnation par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 19.  
Le 21, Amine Gemayel, frère du président assassiné, est élu président de la République libanaise.  
Le 24, les premiers éléments de la force multinationale de sécurité arrivent à Beyrouth.
- X. 2- 3 — Les 16 ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, réunis à Val-David (Québec), décident de définir une « stratégie globale à l'égard des pays de l'Est, sous l'angle politique, économique et militaire ».  
Les Etats-Unis proposent aux Européens de lever l'embargo sur le gazoduc euro-sibérien en échange d'une limitation des relations économiques Est-Ouest.
- 4 — Reprise à Pékin des entretiens sino-soviétiques interrompus depuis janvier 1980.
- 22 — Une délégation de la Ligue arabe, menée par le roi Hassan II, présente à Ronald Reagan le « plan de paix arabe ».

- XI. 9 — Reprise de la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
- 16 — Une délégation de la ligue arabe conduite par le roi Hussein de Jordanie présente à François Mitterrand le plan de paix arabe.
- 30 — Ronald Reagan commence par le Brésil une tournée en Amérique Latine.
- XI. 30 / XII. 4 — Voyage de Ronald Reagan au Brésil, en Colombie, au Costa-Rica et au Honduras.

#### **CEE**

- I. 4 — Réactions de la CEE après l'instauration de l'état de guerre en Pologne : dénonciation des pressions extérieures de l'URSS sur la Pologne ; appel à la levée de l'état de siège et à la reprise du dialogue des autorités avec l'Eglise et Solidarnosc ; mise en garde contre une intervention directe du Pacte de Varsovie ; maintien de l'aide alimentaire et humanitaire gratuite de la CEE, mais suspension des ventes alimentaires à prix réduits et réexamen de l'aide financière et économique ; volonté de ne pas gêner l'application des sanctions américaines contre l'URSS et d'agir au sein des Nations Unies.  
Déclaration désavouée par la Grèce le 6.
- 19 — Piet Dankert (socialiste, Pays-Bas) succède à Simone Weil à la présidence de l'Assemblée européenne.
- II. 23 — Référendum au Groënland : 52 % de votants demandent le retrait du Groënland de la CEE.
- III. 8-11 — Session de l'Assemblée européenne à Strasbourg.  
Le 10, vote en faveur d'un scrutin proportionnel pour les élections européennes de 1984. Abstentions du PCF et du RPR.  
Le 11, résolution en faveur d'une baisse concertée des taux d'intérêt dans la CEE. Dénonciation de la politique américaine au Salvador.
- 29-30 — Conseil européen, à Bruxelles : pour le 25<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome, François Mitterrand affirme la nécessité d'une relance de la CEE.
- IV. 19-23 — Session de l'Assemblée européenne à Strasbourg : résolution sur la politique budgétaire en 1983 ; résolution condamnant l'invasion par l'Argentine des îles Falkland et demandant le maintien de l'embargo sur les importations argentines et les ventes d'armes à ce pays.
- V. 8- 9 — Conseil des ministres européens des Affaires étrangères, à Villers-le-Temple (Belgique) : solidarité avec la Grande-Bretagne dans le conflit des Malouines.

**Allemagne (République Fédérale d')**

- III. 7 — L'opposition chrétienne-démocrate obtient la majorité absolue dans le Schleswig-Holstein.
- 21 — L'opposition chrétienne-démocrate obtient la majorité absolue en Basse-Saxe.
- IX. 17 — La démission des quatre ministres libéraux provoque l'éclatement de la coalition au pouvoir depuis 1969.
- 20 — Le parti chrétien-démocrate (CDU) et le parti libéral (PDP) s'entendent pour déposer devant le Bundestag le 1<sup>er</sup> octobre une « motion de défiance constructive » qui permettrait à Helmut Kohl, président de la CDU, de devenir chancelier.
- 26 — Elections du Hesse : les libéraux n'obtiennent pas les 5 % de suffrages nécessaires pour être représentés, le SPD perd un siège, les écologistes obtiennent, avec 8 % des voix, 7 sièges, la CDU demeure le premier parti du Land.
- X. 1 — Helmut Kohl (CDU) devient chancelier d'Allemagne Fédérale. Il présente, le 4, son gouvernement, composé de 9 chrétiens-démocrates, 4 chrétiens-sociaux et 4 libéraux.
- XII. 17 — Le chancelier Helmut Kohl propose au président de la République d'appeler à des élections générales le 6 mars 1983 après que, à sa demande, le Bundestag lui eut refusé la confiance.
- 19 — Elections régionales de Hambourg : l'opposition social-démocrate emporte la majorité absolue des sièges.

**Belgique**

- II. 2 — Wilfried Maertens, Premier ministre, obtient les « pouvoirs spéciaux » afin d'engager sa politique d'austérité.  
Le 8, grève générale.
- III. 16 — Violents affrontements entre forces de l'ordre et 10 000 sidérurgistes wallons.

**Chine**

- IX. 1 — 12<sup>e</sup> Congrès du PCC, à Pékin : réforme des statuts du parti, favorable à Deng Xiaoping.
- XII. 4 — Adoption d'une nouvelle Constitution qui supprime toute référence à l'idéologie révolutionnaire et donne la priorité au développement de l'économie.

**Danemark**

- IX. 3 — Démission du cabinet social-démocrate minoritaire de Anker Joergensen.

- 10 — Paul Schlüter forme un nouveau gouvernement minoritaire de centre droit.

#### **Espagne**

- V. 23 — Elections du Parlement autonome en Andalousie : le parti socialiste (PSOE) remporte 66 des 109 sièges. L'Union du centre démocratique (UCD), parti gouvernemental, n'obtient que 15 députés.
- VIII. 27 — Dissolution du Parlement. Les élections sont fixées au 28 octobre.
- X. 28 — Elections législatives anticipées : succès du parti socialiste (PSOE) qui obtient, avec 46 % des suffrages, 201 des 350 sièges (+ 83). L'Alliance populaire (droite) obtient 105 sièges (+ 92) le centre, au pouvoir depuis juillet 1976, 11 sièges (– 138), le parti communiste 5 (– 16) et l'extrême droite aucun.
- XI. 6 — Santiago Carillo, secrétaire général du PC espagnol depuis 1960, remet sa démission après l'échec de son parti aux élections du 28 octobre.  
Le 7, Gerardo Iglesias lui succède.
- XII. 2 — Felipe Gonzales est investi chef du nouveau gouvernement.

#### **Etats-Unis**

- VI. 25 — Alexander Haig se démet de ses fonctions de secrétaire d'Etat. Il est remplacé par Georges Schultz.
- XI. 2 — Elections « à mi-parcours » : la poussé démocrate est plus faible que prévue (gain nul au Sénat, gain de 26 sièges à la Chambre et 8 postes de gouverneurs).

#### **Finlande**

- I. 26 — Mauno Koivisto, social-démocrate, est élu Président de la République pour succéder à Urho Kekkonen. Il est le premier président de gauche depuis la fondation de la République finlandaise en 1917.
- II. 17 — Kalevi Orsa, nommé Premier ministre pour succéder à Mauno Koivisto élu président de la République, forme un gouvernement de centre-gauche.

#### **Irlande**

- I. 27 — Démission du gouvernement de Garrett Fitzgerald, mis en minorité sur son projet de budget. Les élections sont fixées au 18 février.
- II. 18 — Elections législatives. Le parti d'opposition Fianna Fail (nationaliste) obtient 81 sièges sur 166, contre 78 à la

coalition sortante de centre-gauche (Fine Gael : 63, Parti travailliste : 15).

- III. 9 — Charles Haughey, leader du Fianna Fail, redevient Premier ministre après 8 mois d'opposition.
- XI. 24 — Troisièmes élections générales en 18 mois : la coalition formée par le Fine Gael (centre-droit) de Garret Fitzgerald et le parti travailliste obtient une courte majorité aux dépens du Fianna Fail (nationaliste) du Premier ministre sortant Charles Haughey.
- XII. 14 — Garrett Fitzgerald (Fine Gael) constitue un gouvernement de coalition avec les travaillistes.

#### **Italie**

- VIII. 6 — Démission du cabinet de Giovanni Spadolini.
- 23 — Reconduction du même cabinet.
- XI. 11 — Giovanni Spadolini présente la démission de son gouvernement.
- 16 — Amintore Fanfani (démocrate-chrétien) est chargé de former un nouveau cabinet.
- XII. 1 — Amintore Fanfani constitue un nouveau gouvernement de coalition (démocrates-chrétiens, socialistes, sociaux-démocrates et libéraux) qui obtient, le 16, l'investiture des députés.

#### **Japon**

- X. 12 — Zenko Suzuki, Premier ministre, annonce qu'il abandonnera le 25 novembre la direction du gouvernement et de son parti.
- XI. 26 — Yasuhiro Nakasone succède à Zenko Suzuki au poste de Premier ministre.

#### **Pays-Bas**

- V. 28 — Andries Van Agt forme un cabinet intérimaire avec les chrétiens-démocrates et les libéraux de gauche après le départ, le 12, des socialistes de la coalition gouvernementale.
- IX. 8 — Elections législatives anticipées : les socialistes redeviennent le 1<sup>er</sup> parti du pays avec 47 sièges (+ 3) sur 150, mais la droite obtient une nette majorité avec 81 sièges.
- XI. 4 — Ruud Lubbers, qui a succédé à la tête des chrétiens-démocrates à Andries Van Agt, Premier ministre depuis 1977, forme un nouveau gouvernement de centre-droit.

#### **Pologne**

- I. 9 — Première rencontre entre le général Jaruzelski et Monseigneur Glemp, primat de Pologne, depuis la proclamation de l'état de guerre.

- 28 — Annonce d'un assouplissement de l'état de guerre instauré le 13 décembre 1981 : levée du couvre-feu à partir du 2 mai, et libération de mille prisonniers.
- V. 1- 3 — Des manifestations en faveur de Solidarité rassemblent, pour la première fois depuis l'instauration de l'« état de guerre », des dizaines de milliers de personnes à Varsovie, Gdansk, Szczecin et dans plusieurs autres villes.
- VI. 13-16 — Violentes manifestations à Wroclaw et dans les autres villes de province.
- XII. 2 — Le général Jaruzelski annonce la « suspension » de l'état de guerre à partir du 31 décembre. La junte militaire reste en place et certaines mesures d'exception sont maintenues.
- X. 8 — Vote par la Diète d'une loi sur les syndicats qui vise à interdire définitivement Solidarité.
- 9 — Appel à la grève nationale pour le 10.
- Ronald Reagan retire à la Pologne la clause douanière de « la nation la plus favorisée ».
- 11-15 — Violents affrontements à Gdansk, les autorités décident de militariser les chantiers Lénine.
- 26 — Vote par la Diète d'une loi sur le « parasitisme social » qui permet d'imposer un travail aux syndicalistes licenciés.
- XI. 8 — Rencontre entre le général Jaruzelski et Monseigneur Glemp, primat de Pologne.
- 10 — Echec de la grève générale décidée par la direction clandestine de Solidarité.
- 14 — Libération de Lech Walesa après 11 mois d'internement.

#### **Portugal**

- VIII. 12 — Adoption d'une nouvelle Constitution, qui prévoit l'extinction du Conseil de la Révolution et la réduction des pouvoirs du Président de la République.
- XII. 18 — Démission de Pinto Balsemao, Premier ministre depuis deux ans.

#### **Royaume-Uni**

- III. 25 — Election au Parlement de Roy Jenkins, cofondateur du PSD en mars 1981.
- VII. 14 — Le gouvernement britannique annonce l'élection en octobre d'une assemblée parlementaire en Irlande du Nord.
- 20 — Deux attentats revendiqués par l'IRA à Londres font 11 morts et 50 blessés.

- X. 20 — En Ulster, les élections à l'Assemblée provinciale prévues par le plan « Prior » de dévolution progressive des pouvoirs, sont favorables aux extrémistes des deux communautés. Le Sinn Fein, qui a obtenu 5 des 78 sièges, décide de présenter des candidats à la Chambre des communes.

#### **Suède**

- IX. 19 — Elections législatives : les sociaux-démocrates obtiennent 166 des 349 sièges.
- X. 8 — Olof Palme présente son nouveau gouvernement.

#### **URSS**

- I. 25 — Mort de Kikhaïl Souslov, membre du bureau politique, considéré comme le numéro 2 du régime.
- V. 24 — Youri Andropov, patron du KGB, devient secrétaire du Comité central du parti.
- XI. 10 — Mort de Léonid Brejnev.
- 12 — Youri Andropov est nommé Secrétaire Général du Parti.

## **Economie**

#### **Evénements internationaux**

- I. 1 — Baisse des prix du pétrole nigérian et mexicain.
- 5 — Baisse des prix du pétrole vénézuélien et algérien.
- 8 — Annonce par M. Baldrige, secrétaire américain du Commerce, du dépôt d'une série de plaintes pour dumping contre les exportateurs d'acier européens. Le 9, protestation du gouvernement français et de la Commission européenne. Le 13, le Conseil des Communautés européennes conteste ces accusations.
- III. 1 — Baisse du prix du pétrole mexicain.
- 2 — Baisse du prix du pétrole britannique.
- 6-20 — Conférence arabe de l'énergie à Doha. Déclaration de Cheikh Yamani, ministre saoudien du pétrole, annonçant la réduction de la production de brut saoudienne à 7,5 millions de barils par jour et souhaitant la prolongation du gel des prix en 1983.
- Le 19-20 : réunion des 13 ministres de l'OPEP à Vienne. Accord sur la réduction de la production de brut de l'OPEP à 17,5 millions de barils par jour et sur la baisse des prix des pétroles légers de 1,5 dollar par baril.

- 11 — Baisse du prix du pétrole norvégien.
- IV. 6 — Signature à Frandfort de l'accord de rééchelonnement de la dette polonaise non garantie de 1981.
- V. 4 — La Hongrie adhère au FMI et entre à la Banque mondiale.
- 11-14 — Appel des pays du « groupe des 24 » du FMI (pays du tiers-monde) réunis à Helsinki, aux pays industrialisés, en faveur d'un assouplissement de leurs politiques déflationnistes et d'une augmentation de l'aide financière au tiers-monde.
  - Les 12 et 13, réunion du comité intérimaire du FMI, à Helsinki : recommandation en faveur de politiques budgétaires compatibles avec une politique monétaire rigoureuse.
  - Le 14, réunion du Comité de développement du FMI et de la Banque mondiale : proposition de la France, du Canada et des Pays-Bas en faveur de la création d'un Fonds spécial d'aide au développement géré par l'AID.
- 13-14 — Conseil des ministres des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de la CEE, à Libreville (Gabon) : rejet par les pays ACP du compromis proposé par la CEE pour résoudre le déficit du Stabex.
- 20-21 — Conférence des ministres du Pétrole des pays de l'OPEP, à Quito (Equateur) : maintien du prix de référence à 34 dollars le baril et de la limitation de la production à 17,5 millions de barils par jour.
- VI. 4- 6 — Sommet des pays industrialisés, à Versailles : les chefs d'Etat et de gouvernement des 7 Etats occidentaux les plus industrialisés et un représentant de la CEE conviennent de « limiter » les crédits à l'exportation destinés aux pays d'Europe de l'Est et de « gérer avec prudence » leurs relations financières avec ces pays. Ils s'engagent à « travailler à une évolution constructive et ordonnée du système monétaire international ».
- VII. 9-10 — Les 13 représentants des pays membres de l'OPEP, réunis à Vienne, ne parviennent pas à reconduire les mesures de réduction concertée de production qu'ils avaient prises en mars pour éviter la chute des cours du pétrole.
- IX. 6- 9 — Assemblée générale annuelle de la Banque mondiale et du FMI : pas d'accord sur l'augmentation des ressources du FMI et sur la proposition américaine de créer un important fonds de crise ; décision d'accord à l'AID 7 milliards de dollars d'ici 1984.
- 22 — Le groupe néerlandais Philips et le groupe américain ATT annoncent la signature d'un accord de coopération dans le domaine des télécommunications.
- XI. 3 — Le FMI accorde un prêt de 1 milliard de dollars à l'Afrique du Sud.

- 24-29 — Conférence ministérielle du GATT à Genève : les Etats-Unis et la CEE s'opposent sur la politique agricole commune.
- XII. 20 — Les représentants des pays membres de l'OPEP réunis à Vienne se séparent sans être parvenus à un accord sur les quotas de production.

### CEE

- I. 4 — La Commission de la CEE autorise la France à octroyer 4,43 milliards de francs de prêts aux sociétés sidérurgiques Sacilor et Usinor jusqu'au 30 juin 1982. La France s'engage à ouvrir les négociations au deuxième trimestre 1982 sur la restructuration de la sidérurgie française.
- 27 — La Commission européenne rend publiques ses propositions de prix pour la campagne 1982-1983 : 9 % de hausse en moyenne.  
— Protestation des organisations agricoles françaises qui réclament 16,3 %.
- II. 15-19 — Session de l'Assemblée européenne à Strasbourg.  
— Le 18, dénonciation du manque de concertation au sein de la CEE pour les contrats d'approvisionnement de gaz en provenance d'URSS.  
— Le 19, condamnation du blocage par la France des importations de vins italiens.
- 22 — Modification des cours pivots au sein du SME, à la suite de la dévaluation des francs belge et luxembourgeois de 8,5 % et de la couronne danoise de 3 %.  
— Le Luxembourg demande un réexamen de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.
- III. 4 — Ouverture par la Commission européenne d'une procédure contre certaines mesures françaises de soutien à l'agriculture.
- 5 — Jugement de la Cour européenne de Justice obligeant la France à débloquer 240 000 hectolitres de vin italien retenus en douane.
- III. 8 — Conseil des ministres européens de la Recherche, à Bruxelles : adoption d'un programme quinquennal de recherche thermonucléaire (1982-1986).
- 15 — Conseil des ministres européens : adoption de restrictions à certaines importations de produits soviétiques dans la CEE.
- 22 — Conseil des ministres européens : pas d'accord sur le compromis présenté par Tindemans, président du Conseil de la CEE et Gaston Thorn sur la contribution britannique en budget de la CEE.
- 25 — Conseil des ministres européens : saisie du GATT contre la politique commerciale du Japon.

- 24-26 — Session spéciale de l'Assemblée européenne.
- Adoption des propositions de la commission de l'Agriculture : augmentation moyenne de 14 % pour 1982-1983, respect de la préférence communautaire.
- IV. 6 — Fin du Conseil des ministres européens de l'Agriculture. La Commission européenne propose une augmentation de 10,3 % en moyenne des prix agricoles pour 1982-1983 jugée insuffisante par Edith Cresson ministre français de l'Agriculture. Pas d'accord. Report de la décision au 20 avril.
- La France demande une réduction des MCM positifs. Refus de la Grande-Bretagne. Décision de dévaluer de 1,8 % la « couronne verte » danoise.
  - Le 20, toujours pas d'accord sur les prix agricoles.
  - Le 28, compromis entre neuf pays, la Grande-Bretagne réservant son accord définitif : augmentation moyenne des prix agricoles en ECU de 11 % (13 % en francs français).
  - Réduction des MCM ouest-allemands et néerlandais.
- 15 — Application de MCM négatifs de 1 % aux produits agricoles français pour compenser le réajustement du franc du 4 octobre 1981.
- 26 — Conseil des ministres européens des Finances : autorisation donnée à la Commission européenne d'emprunter une seconde tranche de 1 M d'ECU au titre de la « facilité Ortolí ».
- V. 4 — Conseil des ministres européens de l'Industrie, à Bruxelles : décision de prolonger le régime du contingentement obligatoire de la production d'acier, instauré en octobre 1980.
- 17-18 — Conseil des ministres européens de l'Agriculture, à Bruxelles : vote des textes d'application des prix agricoles 1982-1983 prévus dans l'accord de compromis du 30 avril. La Grande-Bretagne s'oppose à la fixation des prix agricoles tant que le problème de sa contribution au budget européen n'est pas réglé. Abstention de la Grèce et du Danemark.
- Le 20, Londres décide d'appliquer les prix adoptés par la CEE.
  - Les 24 et 25, accord sur la compensation à accorder à la Grande-Bretagne en 1982 pour diminuer sa contribution nette au budget européen : les Britanniques acceptent un allègement de leur contribution de 850 millions d'ECU.
- VI. 11 — Annonce à Bruxelles par M. Davignon, vice-président de la Commission européenne, de la décision américaine d'imposer des droits compensateurs sur les importations d'acier européen aux Etats-Unis.
- 12-13 — Réajustement monétaire au sein du SME : le franc français est dévalué de 5,75 %, la lire de 2,75 % ; le mark et le florin sont réévalués de 4,25 %.

- 18 — Décision américaine d'étendre aux entreprises européennes travaillant sous licence américaine l'embargo sur l'exportation vers l'URSS de leur production d'équipements pétroliers et gaziers
- Le 22, protestation des ministres des Affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg.
- VII. 8 — Les autorités soviétiques demandent aux sociétés européennes construisant le gazoduc eurosibérien d'assurer leurs livraisons dans les délais prévus malgré l'embargo américain, ou de payer les indemnités de retard, et menacent d'utiliser du matériel soviétique pour terminer cette réalisation.
- Le 11, communiqué du gouvernement français indiquant son intention de respecter le contrat de construction.
- Le 22, décision du gouvernement français de ne pas appliquer l'embargo. Londres, Bonn et Rome adoptent la même position.
- Le 24, les Dix confient à la Commission européenne un « mandat exclusif » pour négocier avec le gouvernement américain sur un « accord d'ensemble » sur l'autolimitation des exportations européennes d'acier alors que les Américains menacent d'instaurer des droits compensateurs.
- 27 — Les Dix adoptent le règlement d'application de la nouvelle organisation commune du marché des vins. Manifestations des viticulteurs français contre la baisse des cours.
- VIII. 6 — Accord de principe entre la Commission européenne et l'administration américaine sur le volume des exportations d'acier européen vers les Etats-Unis : autolimitation des ventes européennes à 5,75 % du marché américain (6,9 % en 1981).
- Le 9, rejet de l'accord par les firmes sidérurgiques américaines qui accusent les exportations européennes d'être subventionnées.
- Le 10, le département du Commerce américain confirme sa volonté de respecter l'accord, mais conclut à la pratique de prix dumping par les Européens.
- Le 25, il publie une liste des sociétés européennes qu'il estime subventionnées à l'exportation.
- IX. 3 — Réunion à Londres des représentants des quatre pays (France, Grande-Bretagne, Italie, RFA) concernés par l'embargo américain sur les matériels technologiques destinés au gazoduc euro-sibérien.
- Le 8, assouplissement des sanctions américaines contre la société Dresser-France, mais maintien des sanctions concernant la société Creusot-Loire et extension de ces sanctions aux filiales des deux sociétés.
- X. 21 — Le différend américano-européen sur les exportations communautaires d'acier est réglé : les sidérurgistes amé-

ricains retirent leurs plaintes contre les Européens, après quelques aménagements à l'accord conclu le 6 août entre la Commission européenne et Washington.

- 4- 5 — Sommet franco-britannique à Paris : pas d'accord sur la contribution britannique au budget communautaire.
- IX. 28 — Signature, à Paris, de la convention et de l'accord d'exploitation pour la création de l'Organisation européenne de télécommunications par satellite « Entelsat » par douze pays d'Europe occidentale dont la France.
- XII. 16 — L'Assemblée européenne rejette un projet de budget rectificatif soumis par le Conseil des ministres des Dix, bloquant ainsi la compensation financière accordée au Royaume-Uni en juin pour alléger sa « contribution nette » au budget européen de 1982.

#### **Brésil**

- XII. 2 — Ronald Reagan annonce l'octroi d'un prêt d'urgence au Brésil d'un montant de 1,23 milliard de dollars.

#### **Danemark**

- X. 16 — Le gouvernement de coalition de centre-droit de Paul Schlüter fait approuver par le Parlement un programme d'austérité qui prévoit notamment la suspension pour deux ans de l'échelle mobile des salaires.

#### **Espagne**

- XII. 4 — Annonce d'une dévaluation de 8 % de la peseta.

#### **Etats-Unis**

- II. 8 — Ronald Reagan présente un projet de budget pour 1983 prévoyant un déficit supérieur à 90 milliards de dollars, une hausse des crédits militaires et une diminution des défenses sociales.
- VII. 30 — Les autorités américaines décident d'engager des négociations avec l'URSS en vue de la reconduction pour un an de l'accord céréaliier de 1975 qui vient à expiration le 30 septembre.
- X. 7 — Annonce du taux de chômage pour septembre : il dépasse, pour la première fois depuis 1940, 10 % de la population active.
- 13 — Ronald Reagan annonce la levée de l'embargo sur les matériels destinés en gazoduc euro-sibérien, à la suite d'un « accord » entre Occidentaux sur les conditions du commerce Est-Ouest.

- Le 14, la France précise qu'elle « n'est pas partie » à cet accord.

#### **Finlande**

- XII. 31 — Kalevi Sorsa forme un nouveau cabinet de centre-gauche, sans les ministres communistes, à la suite du refus du PC de voter le budget de la défense.

#### **Mexique**

- VIII. 20 — Le Mexique sollicite l'assistance du FMI et obtient des crédits des banques centrales et privées occidentales.
- Confirmation par le gouvernement américain de l'embargo sur le matériel destiné au gazoduc euro-sibérien.  
Le 23, le gouvernement français décrète la réquisition de l'entreprise Dresser-France.  
Le 26, le gouvernement américain interdit l'exportation de tous produits, services et technologies aux sociétés Dresser-France et Creusot-Loire, travaillant sous licence américaine pour le gazoduc.

- IX. 1 — Nationalisation de toutes les banques privées et contrôle généralisé des changes pour faire face à la quasi-faillite financière du pays.

- XII. 23 — Le FMI accorde au Mexique une aide de 3,9 milliards de dollars.

#### **Pologne**

- XI. 3 — Un accord sur le rééchelonnement des dettes venant à échéance en 1982 est signé avec les banques commerciales occidentales.

#### **Royaume-Uni**

- II. 5 — Mise en faillite de la société de voyages aériens à bon marché fondée par Sir Freddie Laker.

#### **Suède**

- X. 8 — La couronne suédoise est dévaluée de 16 % dès l'entrée en fonction du gouvernement homogène social-démocrate formé par Olaf Palme.
- 11 — Annonce, par Olaf Palme, d'une politique d'« austérité offensive » pour lutter contre le chômage.

#### **Turquie**

- XII. 13 — La Turquie impose une taxe de 15 % sur certains produits en provenance de la CEE, en représailles contre la politique des Dix à son égard, qualifiée de « protectionniste ».

## **Science et technique**

- III. 1- 5 — Deux sondes soviétiques (Venera 13 et Venera 14) prennent des photos en couleur et analysent des échantillons du sol de Vénus.
- VII. 23 — Une équipe suédoise réalise la première autogreffe sur des cellules cérébrales humaines, à Stockholm.
- XI. 11-16 — La navette américaine Columbia effectue, avec succès, sa première mission commerciale.
- XII. 2 — Une équipe américaine réussit à greffer un cœur artificiel sur un homme à Salt Lake City.
- 12 — Un médicament capable de modifier le mode de fonctionnement du patrimoine héréditaire humain a été expérimenté avec succès sur plusieurs patients américains atteints de maladies sanguines héréditaires.
- 10 — Deux cosmonautes soviétiques regagnent la terre après avoir établi un nouveau record de durée dans l'espace avec 211 jours en orbite.

## France

### Politique

- 5 — Ajournement du voyage de François Mitterrand en Israël prévu pour février 1982, en raison de la récente annexion du Golan par Israël. Le 15, communiqué de l'Elysée fixant au début de mars 1982 le voyage de François Mitterrand.
- 6 — Loi d'orientation autorisant le gouvernement à prendre par ordonnances des mesures d'ordre social.
- 9 — La France lève l'embargo sur ses ventes d'armes à l'Argentine.
- 11 — Publication du rapport de M. Schwartz sur l'enseignement et le développement scientifique, qui dénonce « l'insuffisance scientifique » de certains enseignants, notamment les PEGC.
- 13 — Visite à Paris de Helmut Schmidt, Chancelier de la RFA.
- 17-18 — Elections législatives partielles : élection de MM. de Benouville (apparenté RPR), Bourg-Broc (RPR), Dominati (UDF) et Peyrefitte (RPR).
- 23-24 — Assises nationales du RPR à Toulouse : réélection de Jacques Chirac à la présidence, avec 99,1 % des voix.
- 26-29 — Visite en France du roi du Maroc, Hassan II.
- 3- 7 — 24<sup>e</sup> Congrès du PCF à Saint-Ouen.
- 24-25 — Visite officielle de François Mitterrand à Rome.
- 3 — Loi relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.  
Loi portant statut particulier de la région Corse.
- 3- 5 — Voyage en Israël de François Mitterrand. Dans un discours devant la Knesset il se déclare favorable au principe d'un Etat palestinien.
- 12 — Voyage aux Etats-Unis de François Mitterrand.
- 14 — Elections cantonales. 1<sup>er</sup> tour : maintien du PS (29,71 %), recul du PC (15,90 %), progression de l'opposition (RPR : 17,98 % ; UDF : 18,64 %), MRG (1,72 %).

- 21 — Départ d'un premier détachement français pour participer à la force multinationale du Sinaï.
  - Elections cantonales. 2<sup>e</sup> tour : la majorité perd une centaine de sièges, l'opposition en gagnant 267. PS : 504 sièges (– 7), PC : 191 (– 45), MRG : 61 (– 27), divers gauche : 41 (– 20), RPR : 323 (+ 144), UDF : 460 (+ 71), divers droite : 363 (+ 52).
- 24-27 — Election des présidents des conseils généraux : 37 pour la majorité, 64 pour l'opposition.
- IV. 2-19 — Election des présidents des Conseils régionaux.
  - 3 — Assassinat à Paris d'un diplomate israélien.
    - Le 6, retrait par Pierre Mauroy de l'ordre du jour du Conseil des ministres du 7 du projet de réforme abrogeant en partie les dispositions de la loi « Sécurité et liberté ». Polémique les jours suivants entre Gaston Defferre et Robert Badinter.
  - 8 — Accord entre les gouvernements indien et français sur la livraison par la France à l'Inde de 40 avions de combat Mirage 2000.
  - 14-18 — Visite officielle de François Mitterrand au Japon.
    - Le 13, escale à Helsinki.
    - Le 18, escale à Vancouver.
  - 22 — Attentat rue Marbeuf à Paris, à proximité du siège du journal libanais « Al Watan al Arabi » (un mort, 73 blessés).
  - 28 — Voyage de François Mitterrand au Danemark.
- V. 7 — Loi modifiant l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut des fonctionnaires, concernant le principe d'égalité d'accès aux emplois publics.
- 14-15 — Visite « informelle » de François Mitterrand à Madame Thatcher, premier ministre britannique à Londres.
- 17 — Loi portant sur le statut des sociétés coopératives de banque, visant à éviter la nationalisation de 3 banques à caractère mutualiste ou coopératif.
- 19-26 — Premier voyage de François Mitterrand en Afrique Noire : il se rend successivement au Niger, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Escale en Algérie à l'aller, en Mauritanie au retour.
- 24 — L'explosion d'une voiture piégée devant l'ambassade de France à Beyrouth provoque la mort de 11 personnes.
  - Le 25, déclaration de François Mitterrand, à Dakar (Sénégal), réaffirmant la volonté de la France d'être « présente au Liban ».

- Le 26, voyage à Beyrouth de Pierre Mauroy qui déclare que « la France ne cédera pas au chantage de la violence ».
- 27 — L'assemblée générale extraordinaire de la SARL « Le Monde » ratifie le choix de André Laurens pour succéder, le 1<sup>er</sup> juillet, à Jacques Fauvet, à la direction du journal.
- 20-31 — 4<sup>e</sup> Congrès du CDS, à Versailles : Pierre Méhaignerie succède à Jean Lecanuet à la présidence du parti.
- VI. 3 — Pierre Mauroy rend public le rapport Debarge sur la limitation du cumul des fonctions et mandats électifs de l'élaboration d'un statut de l'élu local, départemental et régional.
- 6 — Loi relative à la réforme des conseils de prud'hommes.
- 9 — Adoption en Conseil des ministres d'un décret modifiant la composition du Conseil Economique et Social.
- Conférence de presse de François Mitterrand définissant les grands axes de la « deuxième phase » de la politique gouvernementale.
- 13-18 — 41<sup>e</sup> Congrès de la CGT, à Lille : Henri Krasuki succède à Georges Séguy au poste de secrétaire général.
- 16-17 — Voyage de François Mitterrand en Autriche.
- 22-24 — Voyage de François Mitterrand en Espagne.
- 23 — Lancement de « l'Inflexible », 6<sup>e</sup> sous-marin nucléaire français.
- 29 — Remaniement ministériel : Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité Nationale, Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, quittent le gouvernement. Sont nommés : Jean-Pierre Chevènement, ministre d'Etat, ministre de la Recherche et de l'Industrie, Pierre Bérégovoy, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité Nationale, Jean Auroux, ministre du Travail délégué auprès du ministre des Affaires sociales, Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Extension du Secteur public, devient ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'Emploi.
- VII. 5- 7 — Voyage en France de Alessandro Pertini, président de la République italienne.
- 7- 9 — Voyage en Hongrie de François Mitterrand, premier voyage du Président de la République dans un pays de l'Est.
- VII. 21 — Loi relative à la suppression des Tribunaux permanents des forces armées (TPFA).
- 22 — Loi de décentralisation modifiant la loi du 2 mars.
- 27 — François Mitterrand ajourne sine die sa visite en Roumanie prévue en septembre, à la suite de la dégradation des

- rapports entre les deux pays consécutive à la disparition à Paris de l'écrivain Virgil Tanase.
- 30 — Loi fixant les compétences particulières de la région Corse.  
— Loi sur l'audiovisuel.
- VIII. 8 — Election au suffrage universel de la première assemblée régionale de Corse : les formations d'opposition (26 sièges sur 61) et de la majorité (23 sièges) reculent au profit des autonomistes et nationalistes.  
Dans la nuit du 19 au 20, 70 attentats sont revendiqués par le FLNC.  
Le 20, Prosper Alfonsi (MRG) est élu à la présidence de l'Assemblée.  
— Fusillade dans un restaurant juif de la rue des Rosiers, à Paris (6 morts).
- 17 — François Mitterrand précise, lors d'un entretien télévisé, le dispositif de lutte contre le terrorisme mis au point par le gouvernement : création d'un Office central pour la répression du trafic d'armes et d'un Secrétariat d'Etat à la sécurité publique relevant du ministère de l'Intérieur, confié à Joseph Franceschi ; dissolution d'« Action Directe ».
- 22 — Annonce de la composition de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, chargée de veiller à l'indépendance du Service public en matière de radio-télévision.
- IX. 1- 2 — Visite officielle de François Mitterrand à Athènes.
- 11-12 — Fête de l'Humanité à la Courneuve.
- 17 — Désignation par la Haute Autorité de l'audiovisuel des nouveaux présidents des chaînes de radio et de télévision : Michel May (TF 1), Pierre Desgraupes (Antenne 2), André Holleaux (FR 3), Jean-Noël Jeanneney (Radio France), ainsi que Bertrand Labrusse (SFP).
- 26 — François Léotard succède à Jacques Blanc au poste de secrétaire général du PR.
- X. 6-11 — Neuvième sommet franco-africain : à la conférence de Kinshasa (Zaïre), les 8 et 9, en présence d'une quarantaine de délégations, François Mitterrand souligne la responsabilité des Etats-Unis dans les difficultés du tiers-monde et lance de nouveaux « appels à la conscience du monde industrialisé ».
- 18 — Décès de Pierre Mendès-France.
- 19 — Loi relative à la suppression, d'ici la fin de 1986, du secteur privé dans les hôpitaux publics.
- XI. 10 — Robert Badinter annonce une nouvelle politique de l'extradition.

- 18 — Le Conseil Constitutionnel annule un article de la loi électorale municipale imposant un « quota » de candidats par sexe.
- 20 — Loi électorale municipale.
- 24 — Rejet de la motion de censure déposée par l'opposition sur la politique de défense qui prévoit notamment l'annulation de 16,6 milliards de crédits votés au titre du budget 1982. Le projet de loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie est considéré comme définitivement adopté après que Pierre Mauroy eût engagé la responsabilité du gouvernement pour régler le conflit qui l'opposait aux députés socialistes.
- 24-26 — Visite officielle de François Mitterrand en Egypte.
- 25 — Décret définissant la nouvelle organisation du Centre National de la Recherche Scientifique.
- 27-30 — Visite officielle de François Mitterrand en Inde.
- XII. 2 — Rejet par le Conseil Constitutionnel de la loi sur la décentralisation dans les DOM.  
 Le 8, le gouvernement présente un projet visant à créer une assemblée régionale élue à la proportionnelle dans chacun des DOM.  
 Le 22, adoption définitive du projet de loi par l'Assemblée Nationale.
- 6 — Adoption en première lecture par l'Assemblée Nationale du projet de loi sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.
- 8 — Troisième remaniement du gouvernement : Jean-Pierre Cot est remplacé par Christian Nucci comme ministre de la Coopération ; Daniel Benoist devient secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées.
- 17 — Adoption définitive du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (JO 9-01-1983).  
 — Adoption définitive par l'Assemblée Nationale des deux projets de loi relatifs à l'organisation administrative et électorale de Paris, Lyon et Marseille (JO 1<sup>er</sup>-01-1983).
- 17 — Première visite du président algérien Chadli Benjedid à Paris.
- 20 — Alain Savary, ministre de l'Education, présente ses propositions pour l'unification du système éducatif.  
 — Adoption définitive par l'Assemblée Nationale du projet de loi élargissant les conditions d'accès à l'Ecole Nationale d'Administration.

- 22 — Le gouvernement désigne les présidents des 24 chambres régionales des comptes pour la métropole et l'outre-mer.
- 23 — Un accord sur les élections municipales de 1983 est conclu entre le PC et le PS.
- 24 — Mort de Louis Aragon.

## Economie

- I. 1 — Le SMIC est élevé à 18,15 F/h (+ 2,2 %).
- 4 — Prise de participation de Marcel Dassault de 20 % du capital de la société Europe 1 Images et Son.
- 6 — Jacques Delors, ministre de l'Economie, invite les commerçants à une « trêve des prix » pendant trois mois.
- 7 — Hausse des prix des carburants : + 5 % en moyenne. Le litre de supercarburant à 4,32 F (+ 20 centimes).
  - Loi portant approbation du plan intérimaire 1982-1983.
- 8 — Emission d'un emprunt d'Etat à 16,20 % d'une durée de 8 ans pour un montant de 10 milliards de francs.
- 11 — Annonce d'une aide régionale de la DATAR de 1,3 milliard de francs en 1982 destinée aux PME afin de favoriser la création d'emplois et les investissements.
- 14 — Majoration de 3,5 % de la rémunération des personnels de l'Etat.
- 15 — Communication par François Autain, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, des statistiques de régularisation de la situation des immigrés clandestins : 120 000 dossiers de demandes ont été reçus entre le 31 août 1981 et le 15 janvier 1982.
- 16 — Ordonnances relatives à la durée du travail (fixant la durée légale hebdomadaire à 39 heures, instaurant la cinquième semaine de congés payés, limitant les heures supplémentaires, autorisant l'aménagement du temps de travail par voie contractuelle, renforçant le mécanisme des repos compensateurs, assurant le maintien du pouvoir d'achat des travailleurs rémunérés au SMIC) et aux contrats de solidarité entre l'Etat et les entreprises (permettant l'embauche de jeunes et de chômeurs en contrepartie de préretraites, l'Etat assurant l'exonération partielle des charges patronales).
- 16-31 — Nombreux conflits du travail motivés par l'absence de mise en œuvre des ordonnances ou par de nouveaux aménagements d'horaires jugés défavorables.

- 
- 21 — Annonce de la signature d'un accord prévoyant la cession par Péchiney-Ugine-Kuhlmann (PUK) à Sacilor, de sa filiale Ugine-Aciers.
- 21-25 — Manifestations des agriculteurs du Midi contre l'importation de légumes espagnols et de vins italiens.
- 22 — Décret portant mise en place de stages de « jeunes volontaires » (durée 6 mois à un an, rémunérés à 50 % du SMIC auxquels s'ajoutent 25 % du SMIC à titre d'indemnité pour les jeunes sans emploi âgés de 18 à 26 ans) organisés par les associations, les collectivités locales, certains établissements publics et les services extérieurs de l'Etat.
- 27 — Adoption en Conseil des ministres de trois ordonnances relatives au temps de travail dans l'agriculture, au travail temporaire et aux contrats à durée déterminée.
- Nomination de Jean-Jacques Servan-Schreiber à la présidence du Centre mondial pour la micro-informatique, récemment créé.
- 1 — Pierre Mauroy achève en Haute-Normandie le « tour de France » commencé le 26 octobre 1981 pour présenter la politique gouvernementale de lutte contre le chômage.
- Majorations de 25 % des allocations familiales.
- Signature d'une convention entre la Société Intertechnique et l'Etat pour la mise en œuvre d'un plan bureautique (420 millions d'investissements d'ici à 1985).
- 1- 4 — Application des mesures restrictives à l'égard des importations de vin italien en France. Protestation du gouvernement italien.
- Le 2, communiqué du Premier ministre français soulignant l'inadaptation des règlements viticoles communautaires.
- Le 4, saisie de la Cour de Justice de Luxembourg par la Commission européenne.
- 3 — Signature à Paris entre GDF et la Sonatrach d'un accord pour la livraison de 9,5 milliards de m<sup>3</sup> par an de gaz naturel liquéfié à la France et fixant le prix selon une formule d'indexation sur les tarifs de huit pétroles bruts.
- 5 — Ordonnances modifiant les dispositions du Code du travail relatives au contrat de travail à durée déterminée, limitant le recours au travail temporaire et réglementant les entreprises de travail temporaire.
- 7- 9 — Le 7, signature d'un contrat franco-algérien entre la RATP et la Société nationale des transports ferroviaires (Algérie) pour l'étude de réalisation et l'ingénierie du futur métro d'Alger.

- Le 9, annonce de la signature de deux contrats franco-algériens pour la construction d'une usine de verre plat et pour la réalisation d'une usine d'aluminium.
- 8 — Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, définit la nouvelle politique de prêts à long terme bonifiés aux entreprises pour 1982.
  - Annonce de la mise en place, par l'intermédiaire des établissements spécialisés, de 24 milliards de francs de prêts à long terme, à des taux situés entre 13,5 et 15,5 %. Réduction du taux des crédits à moyen terme : le taux des crédits professionnels mutuels gérés par le CEPME (Crédit d'équipement des PME) et couvrant 70 % du montant de l'investissement réalisé est ramené à 16,05 % pour les crédits d'une durée inférieure à 5 ans.
- 9 — Signature à Moscou d'un accord financier ouvrant à l'URSS des prêts du Crédit Lyonnais et de Paribas pour financer la construction du gazoduc chargé d'acheminer le gaz sibérien à l'Europe occidentale.
- 11 — Loi de nationalisation : 5 sociétés industrielles (CGE, Saint-Gobain, PUK, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt), 2 compagnies financières (Parisbas, Suez) et 39 banques sont nationalisées.
- 15 — Signature d'accords financiers franco-tunisiens mettant à la disposition du gouvernement tunisien des crédits privilégiés composés de prêts du Trésor français à des conditions très favorables et des crédits à l'exportation.
- 17 — Nomination en Conseil des ministres des administrateurs généraux et des commissaires du gouvernement des nouvelles entreprises nationalisées.
- 23 — L'Etat acquiert la minorité de blocage (34 %) de Roussel-Uclaf, filiale à 58 % du groupe allemand Hoechst.
- 23-25 — Congrès de la FNSEA au Touquet.
- III. 1 — Le SMIC est élevé à 18,62 F/h (+ 2,6 %).
- 5 — Baisse du prix de l'essence et du supercarburant de 5 centimes : le litre de supercarburant à 4,27 F. Hausse du prix du fuel et du gazoil de 4 centimes.
- 10 — Signature de l'accord salarial 1982 pour la fonction publique, par la FEN, FO, la CFTC, la CGC et les Autonomes. La CFDT et la CGT jugent insuffisantes les propositions gouvernementales.
  - Présentation par Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, d'un plan de développement de la micro-électronique.
- 11 — Accord entre les PTT et la Compagnie générale des Constructions téléphoniques, filiale d'ITT, prévoyant une prise

- de participation majoritaire de l'Etat français dans la CGCT avant la fin de 1982.
- 12 — Annonce par Pierre Mauroy de mesures en faveur du bâtiment et des travaux publics, notamment l'élargissement de l'encadrement du crédit et l'ouverture de nouveaux prêts conventionnés.
- 19 — Annonce de la constitution par l'Etat, grâce à l'IDI, d'une société, la Compagnie de l'Union industrielle, qui prendra en location-gérance les actifs de Boussac-Saint-Frères et certains autres actifs du groupe Agache-Willot.
- 23 — Manifestations agricoles à Paris contre la politique agricole du gouvernement, à l'appel de la FNSEA et du CNJA.
- 24 — Les pouvoirs publics acceptent de majorer de 50 % le coût de leur prise de participation dans Matra, à la suite d'un accord avec Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra : l'Etat acquerra 51 % des actions pour un montant de 1,5 milliard.
- 25 — Annonce par Claude Cheysson de la création d'un comité des sages franco-japonais en vue de renforcer la coopération entre les deux pays.
- 25-31 — Sept ordonnances relatives à la retraite à 60 ans, aux cumuls emploi-retraite, à la retraite des fonctionnaires, au travail à temps partiel, à la durée du travail dans les hôpitaux, à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 18 ans et au chèque-vacances.
- 30 — Alsthom-Atlantique, filiale de la société nationalisée CGE, cède ses fabrications de petits et moyens moteurs électriques au groupe Leroy-Somer.
- IV. 2 — Annonce de la vente d'un satellite de télécommunications au Brésil.
- 5 — Jacques Delors, ministre de l'Economie et des Finances, demande aux responsables des cinq groupes industriels récemment nationalisés d'accélérer leur programme d'investissements.
- 7 — Michelin et Dunlop signent un accord pour « présenter en commun un nouveau standard international ».
- 13 — Augmentation de 2,8 % du traitement des fonctionnaires, à compter du 1<sup>er</sup> avril.
- 13-16 — Pierre Mauroy reçoit les représentants des syndicats puis du CNPF à Matignon.  
— Annonce d'une série de mesures en faveur des entreprises.
- 1-19 — Mouvements de grève à l'usine Renault-Flins.
- 8-30 — Débrayages à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.

- 19 — Décret relatif à la procédure de fixation des prix des produits pétroliers.
- 20 — Accord entre les distributeurs et le ministère de l'Economie et des Finances en vue de stabiliser les marges de certains produits agricoles.
- 21 — Accord de principe entre le gouvernement français et le groupe américain Honeywell portant sur la coopération entre CII-HB et Honeywell sur la restructuration du capital de CII-HB ; Honeywell ramène sa participation de 47 à 17,9 %.
- 26 — Création de la nouvelle société assurant la gestion de Boussac-Saint-Frères.
- 27 — Loi portant création d'un régime d'épargne populaire.
- 28 — Remise au Premier ministre du rapport Dautresme contenant 116 propositions nouvelles sur l'épargne.
- V. 1 — Le SMIC est élevé à 19,03 F/h (+ 2,2 %).
- 6 — Décret améliorant le régime des aides au développement régional pour favoriser l'industrialisation de certaines régions.
- 12 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,33 F (+ 6 centimes).
  - Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, annonce la restructuration de la chimie autour de 3 pôles de regroupement : les sociétés Elf-Aquitaine, CDF-Chimie et Rhône-Poulenc.
  - Jean-Pierre Chevènement et Louis Mexandeau, ministres de la Recherche et des PTT, présentent le « rapport Farnoux » sur la « filière électronique ».
- 13 — Décret créant l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et le Comité national consultatif pour la maîtrise de l'énergie.
- 17 — Loi portant statut des sociétés coopératives de banques.
- 25-29 — 39<sup>e</sup> Congrès de la CFDT, à Metz : Edmond Maire est réélu au poste de secrétaire général.
- 26 — Les « recommandations » de Jean-Jacques Dupeyroux, médiateur désigné le 20 par le gouvernement dans le conflit opposant la direction et les syndicats de Citroën, sont bien accueillies par les deux parties. Le 1<sup>er</sup> juin, le travail reprend.
- VI. 7 — Signature d'un accord entre le gouvernement français, la Compagnie des machines Bull, le groupe américain Honeywell et CII-Honeywell-Bull, prévoyant le rachat par la compagnie des machines Bull de 27 % du capital de CII-Honeywell-Bull.

- 9 — Emission d'un emprunt d'Etat d'un montant de 10 milliards à un taux de 16 % d'une durée de huit ans.
- 13 — Conférence de presse de Pierre Mauroy, Jacques Delors et Laurent Fabius, présentant les objectifs de la nouvelle politique économique et sociale du gouvernement et les principales mesures d'accompagnement de la dévaluation du franc : blocage des prix et des revenus, limitation des déficits budgétaires, financement de l'UNEDIC...
- 21 — Signature à Alger d'une convention de coopération économique entre la France et l'Algérie.
- 22 — Loi relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs (dite « Loi Quilliot »).
- 23 — Annonce par Alain Savary, ministre de l'Education nationale, de la mise en place d'un plan d'urgence pour la formation en micro-électronique.
- 29 — Création d'un Observatoire de l'énergie.
- VII. 1 — Le SMIC est élevé à 19,64 F/h (+ 3,2 %).
- 3 — Annonce du rachat de la branche colorants de PCUK (produits chimiques Ugine-Kulhmann) par le groupe britannique ICI.
- 6 — Création d'un comité interministériel de restructuration industrielle.
- 7 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,42 F (+ 9 centimes).
- 15 — Loi sur l'orientation de la recherche et le développement technologique.
  - Protocole d'accord entre la société américaine ITT et le gouvernement français : ITT vendra à la France ses deux principales filiales en France, la CGCT et le LCT. Le 29, achat par l'Etat, pour un montant de 50 millions de dollars.
- 21 — Un dispositif prévoyant d'économiser 10 milliards pour assurer l'équilibre financier de la Sécurité Sociale est adopté en Conseil des ministres.
- 28 — Le gouvernement décide un programme d'investissements quinquennal de 140 milliards pour développer les industries de la filière électronique.
  - Loi relative aux prestations de vieillesse, invalidité et veuvage.
- 29 — Loi relative à la réforme de la planification.
- VIII. 2 — Signature à New Delhi d'un accord de coopération industrielle et technique en matière de télécommunications entre la France et l'Inde.

- VIII. 3 — Loi portant création d'un Fonds Spécial de Grands Travaux.
- 4 — Loi relative aux droits d'expression des travailleurs dans l'entreprise (dite « Loi Auroux »).
- 11 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,51 F (+ 9 centimes).
- 16 — Création de l'Agence nationale pour les chèques-vacances.
- 20 — Confirmation par le gouvernement américain de l'embargo sur le matériel destiné au gazoduc euro-sibérien. Le 23, le gouvernement français décrète la réquisition de l'entreprise Dresser-France. Le 26, le gouvernement américain interdit l'exportation de produits, services et technologies aux sociétés Dresser-France et Creusot-Loire, travaillant sous licence américaine pour le gazoduc.
- IX. 1 — Adoption en Conseil des ministres du projet de loi de finances pour 1983, caractérisé par un net ralentissement de la progression des dépenses publiques, une pondération des mesures fiscales et une limitation du déficit.
- Adoption en Conseil des ministres d'un projet de loi visant à encourager l'épargne longue et à l'orienter vers l'industrie.
- 3 — Plan de la machine-outil : constitution de la société des Machines Françaises Lourdes (MFL) en capital duquel participent l'IDI et 9 sociétés françaises utilisatrices de machines-outils.
- 3- 6 — Protestations des agriculteurs français, puis du ministre français de l'Agriculture contre le refoulement par les autorités britanniques, pour des « raisons sanitaires », d'un chargement de dindes en provenance de France.
- 5 — Le Conseil des ministres approuve le document d'orientation du IX<sup>e</sup> Plan.
- X. 6 — Loi instituant des offices d'intervention agricole.
- 29 — Loi relative au développement des institutions représentatives du personnel (deuxième « Loi Auroux »).
- 12 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,69 F (+ 9 centimes).
- 20 — Le Conseil des ministres décide des mesures administratives pour stimuler les exportations et freiner l'augmentation des importations.
- 24 — Quatre arrêtés fixent les modalités de sortie du blocage des prix qui prend fin le 1<sup>er</sup> novembre. Des accords de régulation ou des engagements de lutte contre l'inflation commencent à être conclus entre les professions et l'administration.

- 
- 10 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,60 F (+ 9 centimes).  
— Fusion de Thomson-Brandt et de Thomson-CSF.
  - 13 — Michel Rocard est invité, lors du Comité interministériel sur la planification, à modifier le document d'orientation préparatoire au IX<sup>e</sup> Plan.
  - 14 — Installation du Haut Conseil du secteur public chargé de veiller à l'application des règles du secteur public.  
— Chazat, député socialiste, est nommé président.  
— Emission d'un emprunt d'Etat, le 3<sup>e</sup> de l'année, d'une durée de 7 ans, d'un montant de 10 milliards, au taux de 15,75 %.
  - 15 — Ouverture au Trésor français d'une ligne de crédit international de 4 milliards de dollars auprès des banques étrangères.
  - 29 — Pierre Bérégovoy présente le plan de redressement de la Sécurité Sociale, destiné à équilibrer les comptes jusqu'à la fin de 1983.
  - 28 — Le gouvernement convoque une réunion tripartite sur le financement du déficit de l'assurance-chômage, après l'échec des discussions patronat-syndicats. Signature d'un protocole qui prévoit que les cotisations seront relevées le 1<sup>er</sup> novembre et que les négociations paritaires sur les économies à réaliser vont reprendre.
  - XI. 1 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,71 F (+ 2 centimes).
  - XI. 3 — Le gouvernement décide l'équipement de la France en réseaux câblés de télécommunications.  
— Le Conseil des ministres approuve le lancement d'un programme d'équipement de la France en réseaux câblés de télécommunications.
  - 4 — Pierre Mauroy annonce plusieurs mesures tendant à alléger les charges des entreprises, parmi lesquelles le transfert d'ici à 1988 du financement des allocations familiales des entreprises vers les ménages.
  - 5 — Loi relative au Fonds de solidarité pour l'emploi : les fonctionnaires acquitteront, du 1<sup>er</sup> novembre 1982 au 31 décembre 1984 une contribution de 1 % de leur rémunération brute.
  - 8 — Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc et CDF décident de se partager les actifs de la chimie de PUK.
  - 10 — Hausse des prix des carburants : le litre de supercarburant à 4,80 F (+ 9 centimes).
  - 11 — Le dollar atteint à Paris un nouveau record à 7,31 F.

- 14 — Loi relative aux négociations en cas de conflit collectif du travail (troisième « Loi Auroux »).
- 18 — Thomson et le groupe allemand Grundig envisagent un accord de coopération dans l'électronique.
- 20 — Le projet de loi de finances pour 1983 est adopté en première lecture par l'Assemblée Nationale.
- 22 — La convention sur les traitements dans la fonction publique est ratifiée par quatre fédérations de fonctionnaires. La CGT, la CFTC et la CGC refusent de signer.
- 24 — Le gouvernement décide 10,5 milliards d'économies pour tenter d'assurer l'équilibre des finances de l'assurance-chômage à la fin de 1983.
- 30 — L'Etat lance un nouvel emprunt de 10 milliards, le 4<sup>e</sup> de l'année, au taux de 15,3 %.
- XII. 1 — Le SMIC est élevé à 20,29 F/h (+ 3,3 %).
- 2 — Jacques Delors annonce la création de la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital-risque des PME), « superfonds » de garantie chargé de « surmutualiser » et de réassurer les fonds de garantie déjà existants.
- 8 — Elections prud'homales : recul de la CGT (36,8 %) ; stagnation de la CFDT (23,5 %) et de FO (17,8 %), progression de la CGC (9,6 %) et de la CFTC (8,5 %) chez les salariés ; recul de l'ACT regroupant le CNPF, la CGPME et la FNSEA (77,4 %) et progression du SNPMI (14,7 %) chez les employeurs.
- 14 — Les « états généraux de l'entreprise », organisés par le CNPF, réunissent 20 000 patrons à Villepinte.
- 18 — Adoption définitive par l'Assemblée Nationale du projet de loi de finances pour 1983.  
— Adoption définitive par l'Assemblée Nationale du projet de loi prévoyant diverses mesures destinées à équilibrer les comptes de la Sécurité Sociale.
- 20 — Adoption définitive par l'Assemblée Nationale du projet de loi visant à encourager l'épargne longue et à l'orienter vers l'industrie (JO du 4-01-1980).
- 21 — Le Japon demande à la Commission européenne l'ouverture de consultations, dans le cadre du GATT, relatives aux mesures françaises sur les importations de magnétoscopes.
- 22 — L'Arabie Saoudite accorde à la France un prêt d'un montant estimé à 2 milliards de dollars.

- 26 — Loi relative aux comités d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise (4<sup>e</sup> « Loi Auroux »).
- 29 — Restructuration des cinq grands chantiers navals français autour d'Empain-Schneider et d'Alstom-Atlantique.

### **Science et technique**

- I. 24 — Naissance d'Amandine, premier bébé à voir le jour en France après fécondation in vitro.
- VI. 24 — Envol du vaisseau spatial soviétique Soyouz 6, avec à son bord le premier astronaute français, le colonel Chrétien.
- VIII. 2 — La société Transgène annonce une première mondiale en manipulations génétiques, qui ouvre de nouvelles possibilités de production d'un vaccin contre la rage.
- IX. 10 — Echech du premier tir commercial de la fusée Ariane, à Korou (Guyane).

*Cette Chronologie a été établie à la Division de la Documentation de l'O.F.C.E.  
par M. Ugenti.*